



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2145

Texte de la question

ACTION ET DECLARATIONS DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin, pour le groupe socialiste.

M. Philippe Martin. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Nul, sur ces bancs, ne saurait reprocher à un gouvernement de vouloir se mobiliser pour la tranquillité de nos compatriotes ou bien encore de se tourner d'abord vers les victimes. Tous ici s'inclinent devant la douleur des familles marquées par des drames comme celui de La Courneuve, et tous ici saluent l'action courageuse et difficile de nos policiers.

Pourtant, monsieur le ministre d'État, le doute s'installe sur le sens qu'il convient de donner à certaines de vos déclarations et sur l'efficacité réelle de votre action.

On connaît votre style, mais tout de même : vos déclarations sur le " nettoyage au karcher " ont peut-être réjoui certains mais elles consternent ceux qui placent au cœur de leur engagement républicain le respect de la personne et la dignité humaine. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Quant à l'efficacité de votre action, je passe sur la première que constitue l'annonce par voie de presse d'une opération de police, dès lors vouée à l'échec. Mais plus généralement, monsieur le ministre d'État, vous êtes ministre depuis trois ans et pas de n'importe quel ministère : vous ne pouvez prétendre découvrir La Courneuve ou les cent cinquante quartiers identiques en France. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Gérard Léonard. Insinuation scandaleuse !

M. Philippe Martin. S'il y a des problèmes de sécurité dans ces quartiers, il y a d'abord des problèmes d'emploi, d'école et de services publics.

Depuis trois ans, monsieur le ministre d'État, ce que vous avez passé au karcher, c'est la police de proximité avec cinquante policiers en moins à La Courneuve ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Ce que vous avez passé au karcher, c'est la politique de la ville : ses crédits ont été réduits de 25 % à 50 % ! *(Mêmes mouvements.)*

Dès lors, nous sommes fondés à nous interroger sur la fragilité de votre comportement et sur l'efficacité d'une politique qui semble plus tournée vers la communication à court terme que sur l'action à long terme ! *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Jean Marsaudon. Scandaleux !

M. Philippe Martin. Monsieur le ministre d'État, ce que veulent les gens de La Courneuve, ce ne sont pas deux cents policiers avec autant de caméras pendant une journée, c'est l'ordre social et la République, toujours ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

M. Nicolas Sarkozy, *ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.* Monsieur Martin, je comprends que quand on a si peu à dire, on se mette dans un tel état pour le dire ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la*

démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.) Vous êtes choqué par les mots, je le suis par les faits !

M. Christian Bataille. Trois ans !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. C'est toute la différence culturelle entre le parti socialiste et nous. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Noël Mamère. Eh oui, il y a une différence politique entre nous !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Vous voulez être compris des donneurs de leçons, je veux être entendu du peuple. Vous voulez être compris de ceux qui ne connaissent pas la violence, vous qui avez, pendant tant d'années, sous-estimé la gravité de l'insécurité. *("Trois ans !" sur les bancs du groupe socialiste.)*

J'emploie des mots pour être compris. Qui ne voit le fossé grandissant entre une classe politique rejetée, car déconnectée des réalités, et le besoin d'action de nos compatriotes. *(Les députés socialistes scandent "Trois ans, trois ans !".)*

Mesdames et messieurs les députés, vous n'avez rien fait hier et vous braillez aujourd'hui. Vous nous laissez toute la place pour agir et, croyez-moi, on ne va pas se gêner, ni dans les paroles, ni dans les actes ! *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Huées sur les bancs du groupe socialiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Martin](#)

Circonscription : Gers (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2145

Rubrique : État

Ministère interrogé : intérieur et aménagement du territoire

Ministère attributaire : intérieur et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 juin 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 juin 2005